

NOTE du Pôle international du MJCF

Situation politique, économique et sociale au Brésil - mai 2016

Depuis plusieurs mois, une violente crise politique secoue le Brésil : d'un côté, la droite réactionnaire, dont de nombreux élus sont impliqués dans des scandales de corruption, veut en finir avec treize ans de gouvernement du Parti des travailleurs (PT, centre-gauche). De l'autre, sans forcément soutenir l'action du gouvernement, de nombreux Brésiliens dénoncent une forme de coup d'Etat.

La présidente du Brésil Dilma Rousseff, élue en 2014 doit faire face à une procédure parlementaire de destitution lancée en décembre 2015. Le 12 mai 2016, le Sénat a approuvé l'ouverture du procès en destitution par 55 voix contre 22.

1. Une procédure d'*impeachment* détournée et pleine de rebondissements sur fond de corruption généralisée

Deux juristes sont à l'origine de la procédure de destitution qui vise la présidente brésilienne : Miguel Reale et Helio Bicudo, l'un des fondateurs du Parti des travailleurs (PT, centre-gauche), dont fait justement partie Dilma Rousseff. La démarche a ensuite bénéficié du soutien d'Eduardo Cunha, président de la Chambre des députés (Parti du mouvement démocratique brésilien, PMDB centre-droit).

Ils reprochent à cette dernière d'avoir maquillé les comptes publics pour dissimuler l'ampleur des déficits. Le gouvernement aurait en effet financé des dépenses budgétaires grâce à des emprunts auprès de banques publiques, emprunts comptabilisés seulement en 2015, un an après l'élection présidentielle à l'issue de laquelle Dilma Rousseff s'était maintenue au pouvoir.

Le 17 avril dernier, cette procédure a été approuvée à 367 voix pour et 137 voix contre, soit les deux tiers des députés requis pour que le processus de destitution se poursuive. Ce vote a suivi la décision d'une commission parlementaire spéciale de soixante-cinq députés qui a jugé légitime la demande de destitution de la présidente. Selon la presse brésilienne, sur les 38 députés qui se sont prononcés en faveur du processus de destitution, trente-cinq font l'objet d'investigations pour crime et corruption ! Parmi eux quatre sont impliqués dans l'affaire *Lava-jato* (« lavage express » d'argent), le scandale de corruption lié à l'entreprise pétrolière publique, Petrobras, et les plus importantes entreprises de BTP du pays. Il s'agirait d'un énorme système de blanchiment qui permettait aux candidats et partis politiques de financer leurs campagnes électorales.

Le régime politique brésilien est présidentiel. Il ne prévoit pas, à la différence des systèmes parlementaires, le vote d'une censure provoquant, si elle est adoptée, la chute du gouvernement. Ceux qui ont voté pour la destitution de la présidente ont donc procédé à un détournement de procédure. L'opposition accuse la présidente d'un « crime de responsabilité, c'est à dire atteinte grave à la Constitution brésilienne (article 85). Or, les explications de vote en témoignent, ce n'est pas un crime contre la Constitution qui a motivé le vote des députés, mais un désaccord politique. Le détournement de procédure est donc très grave car il vise en effet un remaniement politique en écartant sans recours une présidente élue en 2014 par 54 millions de Brésiliens.

A partir du 12 mai, Dilma Rousseff est suspendue en principe pour cent quatre-vingts jours, afin de se défendre. L'intérim sera assuré par son vice-président, Michel Temer (PMDB centre-droit). Depuis quelques semaines, il a rejoint l'opposition favorable à la destitution. Rien n'assure qu'il restera au pouvoir, car il est lui-même visé par une procédure de destitution. Dans ce cas, la Constitution prévoit que c'est le président de la Chambre des députés qui assurerait la présidence.

Eduardo Cunha, président de la Chambre des députés et acteur de la destitution (PMDB centre-droit), a été suspendu le 6 mai 2016. Il est accusé d'avoir usé de ses fonctions dans son propre intérêt et de façon illicite pour empêcher que les investigations à son encontre n'arrivent à leur terme. Investigations concernant des faits de corruption et de blanchiment d'argent dans le cadre du scandale Petrobras... En plus d'être cité dans la liste des Panama Papers, en tant que propriétaire d'une société off-shore suspectée d'évasion fiscale.

A la surprise générale, son remplaçant Waldir Maranhão (Parti progressiste – centre-droit) avait décidé le 9 mai d'annuler le vote des députés, estimant que ces derniers n'auraient pas dû divulguer leur intention de vote et que Dilma Rousseff n'a pas pu se défendre. Il a finalement changé d'avis, sous la pression. Peu importe pour le président du Sénat qui avait de toute façon ordonné la poursuite du processus de destitution. Le vote des sénateurs s'est donc déroulé comme prévu ce mercredi 11 mai durant de nombreuses heures.

, Plus des deux tiers de la Chambre haute ont voté pour la destitution : la présidente doit donc abandonner son poste pendant 180 jours, durant lesquels une enquête et un procès devraient avoir lieu. À l'issue de cette période, les sénateurs, qui auront assisté au procès, devront décider s'ils écartent définitivement ou pas Dilma Rousseff du pouvoir.

Le vice-président Michel Temer a nommé dès le 12 mai un nouveau gouvernement, axé sur le « redressement économique », avec notamment l'ex-président de la Banque centrale, Henrique Meirelles, aux finances et l'ancien gouverneur de l'Etat de Sao Paulo, José Serra, aux affaires étrangères. Ce dernier est également le candidat malheureux aux élections présidentielles de 2010, battu par une certaine Dilma Rousseff...

Le paradoxe est que contrairement à beaucoup de ses détracteurs, Dilma Rousseff n'est impliquée directement dans aucun scandale de corruption. Jusqu'à présent, il n'existe aucune preuve qu'elle a commis un délit. Les accusations avancées par l'opposition reposent sur le fait que la présidente aurait failli dans l'exécution du budget national, pour avoir pris des mesures administratives et financières exceptionnelles, en raison de la crise économique qui secoue la huitième économie mondiale, afin d'assurer la pérennité des programmes sociaux. Ceux qui veulent sa destitution l'accusent d'avoir masqué l'ampleur du déficit public de 2014, utilisant un tour de passe-passe comptable, les *pedaladas fiscais*. Une pratique pourtant courante pour les anciens présidents et les gouverneurs des États, qui n'a jamais mené à leur destitution.

La droite et les anciens alliés du Parti des travailleurs (PT) comme le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) se sont saisis du mécanisme de destitution pour déloger la gauche du pouvoir faute d'y être parvenus dans les urnes depuis 2003. Il s'agit donc d'une manipulation des mécanismes prévus par la loi, raison pour laquelle on peut qualifier cette procédure de coup d'Etat constitutionnel ou institutionnel.

Les coups d'Etat constitutionnels en Amérique latine

Le coup d'Etat institutionnel en cours au Brésil n'est pas un cas isolé en Amérique latine. Il se déroule au contraire dans une phase de recul des mouvements et gouvernements progressistes dans la région. En décembre 2015, les élections parlementaires au Venezuela ont vu la défaite du chavisme et la première victoire d'importance de la droite en 17 ans. En Argentine, l'élection du libéral Mauricio Macri en novembre a elle, mis fin à 12 ans de gouvernements progressistes.

Mais la procédure employée au Brésil rappelle surtout les mécanismes mis en place au Honduras en 2009 et au Paraguay en 2012, qui avaient conduit à la destitution des présidents démocratiquement élus Manuel Zelaya et Fernando Lugo, qui remettaient en cause le système traditionnel. Ces destitutions ont été qualifiées de coups d'Etat constitutionnels ou parlementaires, car reprenant la pratique de l'oligarchie et de l'impérialisme de déposer les gouvernements leur déplaisant, mais désormais en manipulant les institutions et non plus par le recours à l'armée.

2. Une crise qui vient de loin : apogée et chute des gouvernements PT

De grandes avancées sociales sans remise en cause du modèle

L'arrivée au pouvoir de Luiz Inácio Lula da Silva, élu président de la République en 2002, a inauguré une nouvelle ère au Brésil. Né dans une des régions les plus pauvres du Brésil, Lula commence à travailler comme tourneur dès 14 ans avant de devenir ouvrier métallurgiste. Il s'engage dans le syndicalisme alors que le pays vit sous une dictature militaire, puis participe en 1980 à la création du Parti des travailleurs (PT).

Dès sa prise de fonctions, Lula met en place différents programmes visant à faire sortir des millions de Brésiliens de la pauvreté. Programme emblématique, *Bolsa familia* (Bourse famille) a consisté à allouer une allocation mensuelle aux familles pauvres à la condition que les enfants soient scolarisés. Dans le domaine du logement, le programme *Minha Casa, Minha Vida* a bénéficié à plus de deux millions de familles des classes populaires et moyennes. Entre 2003 et 2010, le salaire minimum a augmenté de 74% (inflation déduite) et 12 millions d'emploi formels ont été créés¹. En conséquence, de 2002 à 2014, le taux de pauvreté est passé de 34,4% à 14,3% de la population, le taux d'indigence de 10% à 3,4%².

Le fort taux de croissance de l'économie enregistré sous les années Lula est dû pour une large part à la hausse des cours des matières premières au plan mondial. Ainsi, les principaux produits d'exportation

¹ http://www.alternatives-economiques.fr/l-heritage-social-de-lula_fr_art_946_50206.html

² http://estadisticas.cepal.org/cepalstat/Perfil_Nacional_Social.html?pais=BRA&idioma=spanish

du pays sont le minerai de fer, le soja, le pétrole brut ou encore le sucre. Les prix élevés de ces marchandises sur les marchés mondiaux ont permis au Brésil d'engranger de fortes recettes, qui ont en partie été affectées vers les politiques sociales.

Ce contexte a également permis à Lula de mettre en place une politique de « gagnant-gagnant » avec les élites économiques traditionnelles : une partie de la rente était redistribuée aux classes populaires tandis que les cadres de l'économie et de la politique bourgeoises étaient respectés. Comme le résume João Pedro Stedile, dirigeant du puissant Mouvement des paysans sans-terre (MST) : « Les travailleurs ont bénéficié d'une amélioration de leurs conditions de vie mais la structure du système capitaliste n'a pas changé »³.

Changement de conjoncture économique et rupture du pacte avec la bourgeoisie

Comme c'est le cas dans de nombreux pays, notamment en Amérique latine, la reprimarisation de l'économie – c'est-à-dire le retour vers une structure économique basée sur les produits agricoles et miniers – s'est faite au détriment de l'industrie, qui a décliné. Dans un contexte d'insertion dans la mondialisation capitaliste, la hausse des salaires a conduit à une augmentation des importations et non de la production nationale.

De plus, le modèle reposant en grande partie sur les exportations agricoles, le gouvernement Lula ne s'est pas attaqué au secteur des grands propriétaires terriens et des multinationales de l'agrobusiness, alors que le Brésil est l'un des pays les plus inégalitaires au monde dans la répartition de la terre.

Le succès économique du Brésil, en plus de la volonté politique de Lula, a donc largement été le résultat d'une conjoncture mondiale de hauts prix des matières premières, qui représentent les principales exportations du pays. Cette conjoncture a notamment été tirée par la croissance de la Chine. Le ralentissement de la croissance de celle-ci ainsi que la crise mondiale à partir de 2008 ont eu de grands impacts sur le Brésil.

La fin des hauts cours des matières premières a provoqué un véritable retournement de situation pour le modèle économique établi sous Lula. En 2015, le PIB a connu une récession de 3,8%. Comme l'écrit l'économiste Pierre Salama, « La crise actuelle traduit l'épuisement d'un régime de croissance rentier lié à la reprimarisation et à la financiarisation de l'économie et l'incapacité politique de profiter de cette phase de *bonanza pour mener des politiques qui auraient pu préparer un autre futur.* »⁴.

Le modèle « gagnant-gagnant » étant devenu impossible à maintenir, la bourgeoisie rompt son pacte avec le PT. Pour Stedile : « Le « néo-développementalisme » s'est épuisé comme programme de gouvernement. Les secteurs de la bourgeoisie qui bénéficiaient et faisaient partie de ce programme parient désormais sur un autre projet : l'Etat minimum. Ils démantèlent ainsi progressivement l'Etat en annonçant la diminution du nombre de ministères et de son intervention dans l'économie, ainsi que le « détricotage » du droit du travail. L'objectif est ici de réduire le coût de la main d'œuvre, de retrouver des taux de profit hauts et de devenir plus compétitifs sur le marché mondial. »

³ João Pedro Stedile, « Au Brésil, les classes dominantes ont abandonné le pacte d'alliance passé avec Lula et Dilma », *Mémoire des luttes*, 04.08.15, <http://www.medelu.org/Au-Bresil-les-classes-dominantes>

⁴ Pierre Salama, « Reprimarisation sans industrialisation, crise structurelle au Brésil », *Autres Brésils*, 05.06.16, <http://bit.ly/1XhKwWq>

Crise économique et crise politique

Les politiques d'austérité mises en place par Lula et surtout Dilma ont érodé le soutien des classes populaires, tandis que les classes moyennes et aisées sont de moins en moins disposées à payer pour les programmes sociaux mis en place du temps de la croissance économique. En 2013, une première grande vague de manifestations secoue le pays. Centrée sur la revendication de meilleurs transports, elle tourne de plus en plus vers le rejet de la corruption sous l'influence de secteurs de la droite politique et des grands médias.

En 2014, alors qu'elle vient d'entamer son second mandat et que sa cote de popularité est au plus bas, Dilma Rousseff accepte la mise en œuvre de l'*Agenda Brasil*, plan de mesures néolibérales proposé par le PMDB pour bloquer une première demande de destitution. Ces mesures vont totalement à l'encontre de ses promesses de campagne et creusent encore le fossé avec le mouvement populaire organisé. Il s'agit alors pour la bourgeoisie de préserver la stabilité institutionnelle tout en faisant appliquer son programme par le PT.

Tout a changé lorsque Dilma a voulu augmenter les impôts pour financer les programmes sociaux et relancer l'investissement public. Selon l'analyste Jean-Jacques Kourliandsky, « Le patronat brésilien, et en particulier celui de la capitale économique, São Paulo, et le syndicat des exportateurs de produits agro-alimentaires, secteur économique stratégique, ont refusé cette perspective. Ils ont multiplié les démarches auprès des élus et organisé via la grande presse qui leur est acquise une intense campagne visant à faire plier le gouvernement dans un premier temps, puis à encourager la mise à l'écart de la présidente. Le vice-président, appelé, en cas de destitution à faire fonction de chef de l'État a clairement signalé, qu'une fois au pouvoir il remettrait le pays sur de bons rails économiques, grâce à une politique reposant sur la rigueur budgétaire, la reprise des privatisations, et une pleine insertion internationale du Brésil. »⁵.

Un système politique corrompu et fragmenté

Pour comprendre les limites des politiques mises en œuvre par Lula et Dilma, il faut avoir à l'esprit la complexité du système politique brésilien. La présidence de la République n'est qu'un élément de pouvoir parmi d'autres, bien qu'il soit prépondérant. C'est d'autant plus le cas pour le PT, qui est un parti de classes populaires et n'est historiquement pas allié aux pouvoirs économique, médiatique ou encore militaire.

Le système politique, notamment en ce qui concerne les élections législatives, favorise la fragmentation des groupes politiques et oblige donc la conclusion d'alliances afin de former une majorité au Congrès. Lors des dernières élections, en 2014, le PT n'a ainsi obtenu que 59 députés sur 513, ce qui l'a conduit à former une alliance avec huit autres partis. Cette alliance s'est faite au détriment de la cohérence politique et idéologique : on y retrouve tant le PCdoB (Parti communiste du Brésil), qui demande l'approfondissement des mesures en faveur des classes populaires, que le PMDB (Parti du mouvement démocratique), formation bourgeoise totalement clientéliste, qui s'est depuis jointe à la procédure de destitution de Rousseff.

⁵ Jean-Jacques Kourliandsky, « Brésil : fin de règne pour Rousseff, chronique d'une guerre des classes », *IRIS*, 25.04.16, <http://www.iris-france.org/75885-bresil-fin-de-regne-pour-rousseff-chronique-dune-guerre-des-classes-2/>

Ce manque de cohésion contribue à expliquer l'instabilité politique actuelle et est l'une des pièces du système de corruption. Pour obtenir le soutien d'un parti ou d'un député, il faut en effet lui offrir quelque chose en échange.

La corruption, très présente au Brésil, est principalement le résultat du financement des campagnes électorales directement par les entreprises. Dans un pays où l'Etat joue un rôle de premier plan dans l'économie, les entreprises « investissent » littéralement dans les candidats de tous les partis, en attendant bien entendu un retour sur celui-ci une fois l'élection passée. Sur les 513 membres du Congrès, plus de 300 « font l'objet d'une enquête ou ont déjà été condamnés pour corruption, fraude électorale, utilisation de travailleurs forcés dans des plantations de soja et même de kidnapping ou de meurtre »⁶.

Malgré l'implication de membres du PT dans des affaires de corruption, celle-ci est bien moindre que les autres partis. De plus, la lutte contre la corruption menée par Dilma a été saluée par l'ONG *Transparência Brasil*. Des avancées néanmoins bloquées par les députés qui ont récemment voté en faveur de la procédure de destitution au nom de...la lutte contre la corruption.

Le rôle des médias dans le coup d'Etat : l'exemple du groupe TV Globo

Au Brésil, comme dans d'autres pays d'Amérique latine, la télévision détient un rôle central dans la formation de l'opinion publique. Un problème se pose cependant lorsque ce média est contrôlé par 7 à 8 familles influentes. On peut alors s'interroger sur les moyens utilisés et les finalités de ce pouvoir homogène.

Au Brésil, c'est le réseau Globo qui domine encore aujourd'hui le paysage médiatique. Les *telenovelas*, le football et le journal TV concentrent les parts d'audience les plus élevées.

Depuis ses débuts, la chaîne Globo est en étroite partenariat avec le pouvoir politique conservateur. La chaîne a reconnu avoir soutenu le coup d'État en 1964, une « erreur », ainsi que les gouvernements dictatoriaux qui l'ont suivie. Cette même dictature militaire a permis le développement de TV Globo (avec l'aide financière du groupe Time-Life) qui deviendra ensuite Réseau Globo et permettra la diffusion dans tout le pays de la propagande militaire et de la Coupe du Monde 1970. En 1989, lors de l'élection présidentielle, TV Globo diffuse le débat politique final entre le candidat conservateur Fernando Collor et Lula. D'un part, Collor bénéficie de plus de temps d'antenne que Lula et d'autre part, Globo juxtapose les réponses les plus éloquentes de Collor aux moins éloquentes de Lula. Collor remporte les élections présidentielles de 1990 mais démissionne 2 ans plus tard car inculpé dans une affaire de corruption. Ce n'est que plusieurs années plus tard que des excuses publiques seront faites par TV Globo et qu'une loi électorale interdisant le montage pour des débats politiques sera votée.

Sorti en 1993, le documentaire de la BBC intitulé « Beyond Citizen Kane » montre le pouvoir et l'influence de la chaîne Globo au Brésil et décrit son propriétaire Roberto Marinho comme l'homme le plus puissant de la République. Le documentaire est censuré au Brésil dès sa sortie.

Dans la crise actuelle, les grands médias privés ont joué un rôle de premier plan dans la diffusion des positions de l'opposition au PT, offrant une couverture extensive des manifestations de droite,

⁶ Laurent Delcourt, « "Ce sont 300 voleurs qui ont voté la destitution" de Rouseff », *L'Obs*, 18.04.16, <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20160418.OBS8731/bresil-ce-sont-300-voleurs-qui-ont-vote-la-destitution-de-rousseff.html>

présentées comme de véritables fêtes civiques, tandis que les mobilisations contre le coup d'Etat étaient décrites comme ne rassemblant que des « militants » souvent agressifs.

La manipulation du système judiciaire

L'une des nouveautés dans le processus actuel est le rôle du système judiciaire dans le coup d'Etat. Au cœur de la procédure de destitution, et plus largement du plan de reprise du pouvoir par la droite, se trouve le juge Sérgio Moro. Adulé par les manifestants anti-gouvernementaux, il est critiqué par une grande partie du secteur judiciaire, qui dénonce ses pratiques illégales et ses connections avec les médias bourgeois. Spécialisé dans la lutte contre la corruption, son attitude dans le processus actuel est pour le moins trouble.

Le 4 mars c'est ainsi lui qui demande l'arrestation et la mise en garde à vue de Lula, non sans avoir au préalable informé les médias, dans une opération de propagande bien orchestrée pour ternir l'image d'un ex-président bénéficiant de 80% d'opinions favorables. Plus tard, il a réalisé des écoutes illégales des conversations téléphoniques de Lula et Dilma avant de les faire « fuiter » à la presse. Le but de cette fuite était d'empêcher que Lula ne puisse devenir ministre du gouvernement Dilma et ainsi bénéficier d'une immunité le protégeant des attaques judiciaires. La manœuvre a échoué et Moro a été dessaisi du dossier Lula, mais le scandale a atteint le but (politique) recherché : salir un peu plus la réputation de l'ancien président.

Un aperçu des analyses et positions officielles des deux partis communistes brésiliens face à la situation que traverse le pays : l'un participe au gouvernement de Dilma (PCdoB), l'autre est dans une opposition de gauche au gouvernement (PCB)

Le **Parti communiste du Brésil (Partido Comunista do Brasil, PCdoB)** est créé le 18 février 1962 (scission pro-chinoise). Le PCdoB comptait officiellement 369 215 membres en 2009.

Son organisation de jeunesse est l'**UJS (União da Juventude Socialista)**



Le PCdoB mène pour la première fois campagne avec le PT en 1989 et a participé au gouvernement sur les deux mandats du président Lula.

Le PCdoB participe actuellement au gouvernement de Dilma Roussef en la personne d'Aldo Rebelo, ministre de la défense depuis octobre 2015 (Il fut consécutivement ministre des sports d'octobre 2011 à janvier 2015 et ministre des sciences et technologie de janvier à octobre 2015)
Il dispose de 11 députés (sur 513 sièges) et 1 sénatrice (sur 81 sièges).

Dans une résolution du 29 avril 2016, le PCdoB condamne le coup d'état en cours au Brésil, œuvre de l'opposition néolibérale, des grands médias et de certains secteurs de l'appareil judiciaire et policier.

L'objectif du PCdoB est de mettre en déroute la procédure d'*impeachment* en appelant à une mobilisation massive, partout et sous toutes ses formes. Il s'engage aussi dans la bataille au Sénat et propose de convoquer un référendum pour décider de l'organisation d'une nouvelle élection présidentielle, le « meilleur chemin pour restaurer la démocratie ».

Le PCdoB apporte son soutien à la présidente qui n'est accusée d'aucun crime. Il informe et met en garde le peuple brésilien sur les conséquences de ce coup d'Etat : l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement illégitime, anti-démocratique qui reviendrait sur les programmes sociaux (privatisations, coupes budgétaires, répression des mouvements sociaux etc.). Il s'agit d'un risque imminent de rupture du cycle continu de 31 ans de démocratie.

Le **Parti communiste brésilien (Partido Comunista brasileiro)** est fondé le 25 mars 1922 Il est dans une opposition de gauche au gouvernement de Lula puis de Roussef

Son organisation de jeunesse est l'UJC (**União da Juventude Comunista**)



Le PCB dénonce les manœuvres que des composantes de la bourgeoisie, majoritaires, ont entreprises pour renverser le gouvernement, non pas parce que celui-ci est « de gauche ou même réformiste », mais parce qu'il retarde la radicalisation des politiques d'austérité exigée par le capital.

Pour le PCB, il est impossible de défendre un gouvernement qui annonce déjà un virage encore plus à droite, une acceptation plus profonde encore du projet de la bourgeoisie, encore plus d'ajustements et de politiques de droite.

Selon le PCB, les gouvernements du PT, issus des mouvements syndicaux et sociaux, ont trompé et désarmé les travailleurs et, pour couronner le tout, construit un cadre juridique pour assurer l'ordre

bourgeois et de réprimer les luttes populaires: maintien de la loi de sécurité nationale, création de la Force nationale et adoption des décrets d'application de cette loi et de la loi anti-terrorisme récemment proposée et actée par la présidente.

Le PCB ne veut pas « se disperser dans le débat sur la gestion du capitalisme » qui va continuer encore pendant des mois de procédures au Sénat et devant la Cour suprême, de manifestations pro ou anti Dilma - tandis que le programme conservateur et néolibéral avance et que le rapport de force se dégrade pour les travailleurs.

Pour ce parti, l'issue est sur la gauche, avec la formation d'un bloc de lutte de caractère anticapitaliste, avec une unité d'action autour d'un programme minimum qui puisse exprimer les revendications de la classe ouvrière pour l'emploi, la terre, le logement, les droits et libertés, dans la perspective de la construction du pouvoir populaire et sur le chemin vers socialisme.

Et maintenant ?

Il est à ce jour impossible de savoir avec précision la suite des événements. Le président par intérim, Michel Temer, bénéficie en effet d'environ 1% d'opinions favorables et n'est pas à l'abri de poursuites judiciaires. La composition et le programme de celui-ci annonce la couleur : il n'est composé que d'hommes, tous blancs dans un pays composé pour moitié de « personnes de couleur ». Sa première décision a été la fermeture des ministères des Femmes, de la Culture, du Développement agricole et de l'Égalité raciale (le jour même de la commémoration de l'abolition de l'esclavage dans le pays).

Se profile la criminalisation du mouvement populaire, notamment du MST et du syndicat CUT. D'autant que le nouveau ministre de la Justice, Alexandre de Moraes, est l'ancien gouverneur de l'état de Sao Paulo. Durant son mandat, les morts provoqués par la police ont augmenté de 67%. Ainsi, au-delà de l'imposition de politiques néolibérales, l'objectif du gouvernement putschiste est de désarticuler le mouvement populaire constitué dans les années 1980, dont le PT est une pièce centrale.

Le mouvement populaire et progressiste, divisé et découragé ces dernières années, s'est néanmoins unifié dans le rejet du coup d'Etat et du gouvernement illégitime de Temer et de la bourgeoisie. Le Front Brésil populaire (*Frente Brasil Popular*) et le Front Peuple sans peur (*Povo Sem Medo*), qui regroupent des organisations de paysans sans-terres, de travailleurs précaires, des syndicats de salariés et des organisations étudiants, a lancé un appel à bloquer le pays, ce qui s'est déjà traduit par des occupations d'universités ou des barrages sur les routes.

Alors que la bourgeoisie cherche à « apaiser le pays » en fermant les procédures pour corruption qui la menacent, s'engage une nouvelle étape dans la lutte des classes au Brésil, dont l'issue aura des répercussions nationales mais aussi sur l'ensemble du continent latino-américain, notamment de l'intégration latino-américaine, le Brésil ayant été ces dernières années un des moteurs du Mercosur (Marché commun du sud) et de l'Unasur (Union des nations sud-américaines).

Note mise à jour le 12 mai 2016